La mobilité ouvre l'avenir : elle redéfinit les opportunités. Un contrat social pour l'ère transnationale.

Le "contrat social mobile" imaginé par Ônomad

Nous vivons un moment où talents et investisseurs choisissent déjà leur pays selon la fiscalité et les opportunités. Mais Ônomad refuse de laisser cette dynamique aux seuls privilégiés. Son projet : bâtir une communauté où chacun — résident stable, migrant, voire réfugié — peut accéder, grâce à la mobilité, à la survie, à l'éducation, aux opportunités et à l'expansion personnelle.

La mobilité n'est plus un « *mode de vie alternatif* ». La crise climatique, les déplacements forcés, la flexibilisation du travail et l'essor de l'économie numérique fragilisent le modèle résidentiel centré sur l'État-nation. Ônomad cherche à dépasser la société de sédentarité et expérimente un contrat social "*de vie*", fondé sur la contribution, la création et la connexion dans le mouvement.
Il s'agit là d'un nouveau laboratoire de citoyenneté globale du XXIe siècle — un modèle radical, mais pragmatique, qui pourrait prolonger aussi bien les free-cities néolibérales que la tradition rousseauiste du contrat social.

L'enseignement européen :
choisir le meilleur contrat social

Les citoyens européens circulent librement entre vingt-sept pays, choisissant celui qui offre les conditions les plus favorables. Ce mécanisme émancipe les individus de la contrainte étatique : le citoyen peut désormais choisir un meilleur contrat social. Autrement dit, ce n'est plus le citoyen qui doit s'adapter à l'État : ce sont les États qui doivent garantir, en concurrence, une qualité de vie, une stabilité économique et un avenir meilleurs pour retenir leurs citoyens.

Mobilité et technologies contournent les dispositifs classiques de nationalité, de visa et de résidence pour inventer un nouveau modèle de contrat social fondé sur la vie réelle.
Dubaï et Singapour offrent des exemples probants de modèles ayant réussi à organiser la mobilité Sud-Nord de travailleurs, en permettant à des guest workers d'y résider et de mener une vie sur le long terme.
Pour transformer le déplacement en ressource — et non en risque — la plateforme propose éducation, e-résidence, business, assurance et filets de sécurité fondés sur les réseaux.Ainsi, même sans appartenir à un seul État, individus et familles peuvent construire leur avenir et maintenir une vie durable tout au long de leurs trajectoires.
Les débats sur la fuite des talents en Europe et aux États-Unis, l'exode des travailleurs qualifiés, le départ des classes aisées, ou encore la pression sur les systèmes sociaux posent tous la même question : L'État demeure-t-il réellement la meilleure option pour ses citoyens ?
Et si l'on pouvait changer librement d'État de survie, quel nouveau contrat social émergerait ?
Ônomad part de cette interrogation pour expérimenter un modèle communautaire qui restitue à chacun la liberté de se déplacer et le droit de choisir

.

Un contrat social fondé sur la contribution, non sur le capital
Il naît des expériences de mobilité, du partage créatif et de la contribution au réseau humain. Des familles dispersées sur plusieurs continents ne constituent pas une anomalie moderne, mais la continuité d'une éthique humaine fondamentale :
celle de la parenté, des solidarités, des liens tissés au long cours. La ville, elle, ne se définit plus par la souveraineté territoriale, mais par la densité de connexions qu'elle génère.

L'avènement de la "citoyenneté nomade"

Dans les villes européennes traversées par Ônomad, par ses membres forme la première plateforme expérimentale du contrat social mobile en blockchain, au-delà du paradigme résidentiel national.
Ce n'est pas un réseau de points épars dessinés sur un graphique, mais un ensemble de refuges alternatifs — Alternative Refuge — patiemment accumulés par l'expérience vécue, l'observation et la participation.
La citoyenneté en partie remplacée par l'appartenance fonctionnelle—Le passeport de frontière n'existait pas avant 1920. Une gouvernance du contrat social blockchain pour certifier une population en mouvement territoriale

Un "nouvel État" qui commence dans un smartphone…

Alors que l'Internet et la mondialisation fragilisent les structures étatiques traditionnelles, un mouvement global émerge : des communautés en ligne se constituent pour devenir des « *proto-États* », dotés d'une population, d'un projet politique et, à terme, d'une reconnaissance internationale.

Dans les milieux technologiques, entrepreneuriaux et nomades, cette dynamique progresse rapidement : on conçoit des États dans des applications et des plateformes avant de les matérialiser par des implantations physiques. L'école du Network State ouverte près de Singapour en 2024 recense déjà 117 micro-expériences d'États-réseaux à travers le monde.

Ônomad puise une partie de son inspiration dans la pensée de Balaji Srinivasan, théoricien du network state, pour qui « *un État peut naître en ligne* ». Ônomad explore une voie nouvelle :
une "*cité-réseau nomade*" où l'imaginaire social et l'infrastructure technologique se rejoignent.

Une plateforme d'e-résidence sans nationalité, fondée sur la blockchain

Ônomad développe des expérimentations essentielles dans l'infrastructure technologique : l'idée d'une *« e-résidence sans nationalité »*.
Ce modèle repose sur :
une identité décentralisée (DID) pour l'authentification individuelle,
la création d'entités juridiques indépendamment des frontières, des pays hôte.
la conservation d'un portefeuille mobile regroupant finances, apprentissages et créations,
la reconnaissance de droits sociaux accordés non par un État, mais par un réseau.

Ce système ouvre une troisième voie statutaire et expérimente un contrat social global qui institutionnalise la mobilité, du réseau mobile vers l'expansion globale de l'éducation, de la création et de l'entrepreneuriat.
Il ne s'agit pas d'un « *bien-être fondé sur la sédentarité* », mais d'une économie coopérative fondée sur la mobilité de territoires en mouvement.
Alors que la zone ZEDE de Prospera à Roatán minimise l'ingérence étatique à travers un contrat entre « entreprise-ville » et citoyens-investisseurs, Ônomad va plus loin : ici, le citoyen n'est attaché à aucun territoire. Le réseau devient la ville.

Le contrat social n'est plus un document signé, mais un pacte vivant, renouvelé par l'usage : le partage, la coopération, la répétition des déplacements, séjours, résidences sur le chemin de vie .
Cette philosophie prolonge tant le modèle des free-cities de Titus Gebel que les expérimentations de Morazán et l'esprit même du contrat social selon Rousseau. Mais Ônomad y ajoute la mobilité transnationale et l'identité numérique.
Ce dispositif contourne les régimes classiques d'immigration, de visa et de résidence, permettant aux jeunes, créateurs, chercheurs et digital nomads d'accéder à davantage d'opportunités tout en façonnant leur vie à travers leurs déplacements.

Le "proto-État social mobile" :
trois ruptures majeures

Ce nouvel État social en mouvement bouleverse trois notions clés
Le droit de résidence — défini non par un territoire, mais par un contrat social basé sur le réseau.
La définition de la ville — non plus un espace fixe, mais un ensemble de mobilités et de relations.
La citoyenneté — dépassant la nationalité, accumulée à travers la contribution et la mobilité : une citoyenneté-réseau.

Berlin, Prague, Roatán, Riyad — et jusqu'aux campings disséminés à travers l'Europe

Les individus se déplacent de ville en ville, d'une vie plus libre, traçant sur leur passage une carte invisible.
Il s'agit d'un « État hors de l'État », d'une carte de contrat social renouvelé autour du mouvement, plutôt que fixé dans un territoire.
Fondé sur le flux plutôt que sur la sédentarité, un nouveau type de communauté et de citoyenneté se dessine et se réorganise.

Lors des rencontres annuelles du Free Cities conference, organisées à Prague, j'ai croisé à plusieurs reprises Titus Gebel, juriste et entrepreneur allemand. Depuis des années, il ne cesse de poser la même question, aussi provocatrice que fondamentale : « *L'État doit-il réellement tout administrer ? Et pourquoi les individus devraient-ils financer, par l'impôt, des politiques auxquelles ils n'ont jamais consenti ?* »

Son interrogation s'enracine dans le climat politique de l'Allemagne depuis 2015 : une partie des citoyens s'oppose aux dépenses colossales engagées par le gouvernement pour accueillir plusieurs millions de réfugiés ; les hauts revenus, dont plus de la moitié du revenu est prélevée, réclament davantage de choix et de contrôle. Pour résoudre cette contradiction, Gebel propose un modèle radical : des villes administrées non par un État mais par une entreprise — des Free Cities. Prospera, lancée en 2017 sur l'île de Roatán (Honduras) et inspirée de Hong Kong, Shenzhen, Singapour et Dubaï, en constitue la première incarnation concrète.

En transit par San Salvador et à l'aéroport SAP du Honduras fin août, j'ai été frappé par la présence massive de policiers et militaires lourdement armés. Pourtant, Roatán, baignée d'un climat quasi méditerranéen, offre une atmosphère sereine et une sécurité réelle. Lorsque le gouvernement hondurien adopta une législation spécifique aux zones ZEDE (Zones d'emploi et de développement économique), Gebel transforma son concept en une véritable charte urbaine. Ainsi naquit Prospera, organisée selon des principes en rupture avec l'ordre étatique classique : le citoyen n'y est plus un sujet mais un client ; la contrainte étatique se voit remplacée par un contrat volontaire, fondement d'une forme inédite — et peut-être la première réellement appliquée — de "contrat social réel".

L'opérateur de la ville est une entreprise.

Le résident signe un citizen contract.
L'entreprise garantit la protection des biens, de la sécurité, des libertés ; le citoyen paie une redevance annuelle.
Point décisif : aucune règle ne peut être modifiée sans son consentement explicite.
Les litiges relèvent d'un tribunal arbitral indépendant.
Et si l'entreprise échoue, les citoyens partent — et l'entreprise fait faillite.
Prospera (Free-city à l'île de Roatan, Honduras), introduit également un mécanisme singulier :
le choix réglementaire. Les entreprises peuvent opter pour la réglementation minimale, choisir la législation d'un autre pays ou proposer leur propre cadre. Une forme de Darwinisme politique, où la concurrence et la comparaison accélèrent l'émergence de meilleures gouvernances.
Mais le modèle essuie des critiques : il serait élitiste, orienté vers des investisseurs et des élites.

À l'opposé, un autre projet ZEDE, Ciudad Morazán, dirigé par Massimo Mazzone — que je vois chaque année défendre, avec une constance inébranlable, la poursuite du projet malgré les sceptiques — propose un modèle très différent : une *"ville bootstrap"* destinée aux classes populaires locales:
Des logements de qualité autour de 120 dollars par mois, un droit simplifié, un coût de vie réduit, une sécurité stable, et un écosystème économique reposant directement sur la main-d'œuvre locale.
Si Prospera vise les talents et capitaux globaux, Morazán cherche à bâtir, dans le cadre ZEDE, une autonomie économique endogène, sans dépendre d'importations d'expertise extérieure. Deux villes en compétition synergique : rivales sur le plan des idées, complémentaires dans leurs effets.
Pourtant, Ônomad pose une tout autre question. Car si les Free Cities peuvent constituer une alternative, elles ne répondent pas à un problème majeur

l'Europe est aujourd'hui l'un des rares espaces où les villes réunissent, à un niveau inégalé, culture, histoire, infrastructures et mobilité :
un vaste archipel d'opportunités pour ceux qui se déplacent. C'est précisément là que s'inscrit l'expérience d'Ônomad.

Vers un contrat social blockchain pour les individus en mouvement

Né d'un modeste périple d'étudiants coréens d'une école alternative, parcourant l'Europe en donnant des performances de percussions traditionnelles *Pungmul Nori*, le club expérimente désormais un nouveau type de communauté : un réseau mobile, fondé sur les campings publics européens.
– gagner sa journée grâce au Pungmul Nori;
– circuler librement en minibus ;
– vivre sous tente ou dans les campings :
une économie communautaire ultra-basse en coûts et fondée sur la mobilité.

Il ne s'agit pas de reproduire la précarité, mais de tester une forme de *"citoyenneté d'habiter — une citoyenneté non fondée sur le territoire national mais sur l'usage partagé de lieux distribués via NFT*— la mobilité, et le réseau. La blockchain en clarifie la structure.
Ônomad repose sur quatre principes : La mobilité comme adresse — une citoyenneté d'habiter en réseau. Ni nationalité fixe ni permis de résidence : le niveau de citoyenneté est défini par les contributions, services, engagements, créations enregistrés sur la blockchain.
La mise en commun des espaces et des usages : Les campings, véhicules, outils, équipements deviennent des communs, gérés comme actifs partagés via NFT.
L'Europe se transforme en une *"ville distribuée"*, où chaque camping est un nœud du réseau.

Une gouvernance par consentement — un contrat social réel.

Là où Prospera remplace l'État par un contrat écrit, Ônomad instaure des règles via une procédure collective (DAO), définissant la répartition des ressources et la médiation des conflits. Partir est un droit, rester suppose l'accord explicite sur les règles communes.
Si Rousseau du XVIII[e] siècle a élaboré son contrat social sur la terre ferme, celui d'Ônomad se forge en mouvement. Gebel l'a réinterprété pour le XXI[e] siècle sous forme contractuelle ; Ônomad le réinvente comme capital nomade, où l'itinérance elle-même devient valeur.

Vers une résidence sans frontières : le seuil numérique

La mobilité des individus s'allège ; celle des administrations demeure pesante. Ainsi, le club ouvre une nouvelle porte dans un monde gouverné par les frontières — un passage sans ambassade ni visa : une e-résidence sans nationalité, octroyée non par un État mais par un réseau.

On y conserve l'historique de ses activités, on peut créer une entreprise en déplacement, et accumuler la confiance mutuelle sur la blockchain. C'est la première esquisse d'une ville-réseau mobile, où le droit, l'éducation, l'entrepreneuriat fonctionnent non depuis un lieu fixe mais depuis le mouvement. Une mobilité que seuls les ultra-riches et les professionnels mondialisés pouvaient, jusqu'ici, pleinement exploiter.
Le futur qu'esquisse Ônomad ressemble à un monde où ce ne sont plus les États mais les flux qui deviennent souverains.
L'expérience de Morazán a montré qu'un habitat abordable peut libérer un potentiel d'autonomie.
Ônomad, lui, renverse la perspective :
« *Et si la clef n'était pas de vivre moins cher, mais de se déplacer plus librement, afin d'accéder à de meilleures opportunités ?* »
Ici, le contrat social se découvre non dans l'État, mais dans la relation, la participation, le partage.

L'argent gagné par les performances d'une ville mobile devient le petit-déjeuner du lendemain —
et ce petit-déjeuner, l'énergie pour rejoindre une autre ville. L'un partira pour Hambourg, l'autre retournera à Paris, un troisième n'a pas encore décidé. L'incertitude n'est pas une faille : dans ce réseau, la nouvelle direction fait office d'adresse.
Le monde que dessine le club pose une question simple mais décisive : Et si l'avenir appartenait non plus au sédentaire, mais au nomade ?
Non plus à la frontière, mais au réseau ?
Non plus à la propriété, mais à la connexion ?
De ce tissage émerge peut-être une forme nouvelle de communauté nomade —
celle que nous pensions perdue, mais que nous sommes peut-être en train de réinventer.
— onomadclub@gmail.com